



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 51 – 18 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**COTE D'IVOIRE :
EDF LANCE UNE
OFFRE SOLAIRE
HORS-RESEAU**

KENYA :
LE NOMBRE
D'ARRIVEES DE
TOURISTES EN HAUSSE
DE 18 %

SOUDAN :
MESURES PARTIELLES
DE LIBERALISATION DES
PRIX ET DU CHANGE

NIGERIA :
DEBUT DE LA
CONSTRUCTION DU
PORT DE BADAGRY

**MADAGASCAR : UNE
ETUDE SUR
L'EXTENSION DU
RESEAU
INTERCONNECTE DE LA
JIRAMA POUR
TRACTEBEL**

SENEGAL :
INAUGURATION D'UNE
NOUVELLE CENTRALE
SOLAIRE, A
MALICOUNDA

GHANA :
AIR FRANCE OUVRE
UNE LIGNE DIRECTE
ENTRE ACCRA ET PARIS

MAURICE :
CONFIRMATION DES
AMBITIONS DU
GROUPE CIEL DANS LE
SECTEUR DE LA SANTE
EN AFRIQUE

**DE L'ENERGIE SOLAIRE
POUR LA MOITIE DES
STATIONS-SERVICE
AFRICAINES DE TOTAL**



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Indice de performance logistique: évolution contrastée en Afrique

La Banque mondiale vient de publier l'édition 2016 de son classement sur la performance logistique, qui fait référence à la capacité d'un pays à assurer la fiabilité des chaînes d'approvisionnement le reliant aux marchés internationaux. L'Afrique du Sud est en tête du classement africain (20^{ème} rang mondial sur 160 pays), suivie du Kenya (42^{ème}). En Afrique de l'Ouest, le classement est dominé par le Burkina Faso (81^{ème}) qui fait un bond de 17 places. Il est suivi du Ghana (88^{ème}, +12), du Nigéria (90^{ème}, -15), du Togo (92^{ème}, +47), de la Côte d'Ivoire (95^{ème}, -16), du Niger (100^{ème}, +30) et du Mali (109^{ème}, +10). Les autres pays ont reculé : Bénin (115^{ème}, -6), Guinée (129^{ème}, -7), Sénégal (132^{ème}, -29) et Mauritanie (157^{ème}, -9).

✉ saint-jerome.koffi@dgtrésor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : les parlementaires Tanzaniens contre la signature de l'APE de la CAE avec l'UE

Sans surprise, les parlementaires tanzaniens, réunis à Dodoma le 8 novembre à la convocation du Président, se sont prononcés unanimement contre la signature de l'APE. Cette communication fait suite à l'invitation du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement de recueillir leur avis quant à la position du gouvernement de surseoir à la signature de l'accord. La consultation avait été précédée par un exposé de trois universitaires connus pour leur opposition à l'accord. Le débat plus idéologique que factuel a notamment porté sur la protection de l'industrie nationale naissante.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.fr

▼ La commission de la CEMAC s'installe officiellement à Guinée Equatoriale

Le 29 octobre dernier le président de la commission de la CEMAC, Pierre Moussa, et le ministre d'Etat de la présidence du gouvernement chargé de l'intégration régionale, Baltasar Engonga Edjo, ont procédé à la signature de l'accord de rétrocession officielle du bâtiment servant de siège provisoire à l'institution. Celui-ci est situé à Baney en périphérie de Malabo. Pierre Moussa a annoncé le transfert de la majeure partie du personnel de la commission au cours du mois de novembre.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : le retour de la *hot money*

Selon le Bureau national de la statistique, les importations de capital ont augmenté de 75,8 % au troisième trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent, atteignant 1,8 Md USD. Ces flux restent cependant inférieurs de 33,7 % à ceux enregistrés au 3^{ème} trimestre 2015, où ils s'établissaient à 2,7 Mds USD. Au 3^{ème} trimestre 2014, ils atteignaient 6,5 Mds USD. Les investissements de portefeuille en obligation et les instruments de marché monétaire comptent pour 85 % de cette augmentation.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : déficit courant en baisse à 5,5 % du PIB

Selon la mission du FMI qui s'est rendue à Nairobi en octobre, le déficit courant du Kenya devrait atteindre 5,5 % du PIB en 2016, en baisse par rapport aux 6,8 % enregistrés en 2015 et le plus faible niveau depuis 2009. La hausse des exportations agricoles, la réduction des importations et l'augmentation des transferts de fonds de la diaspora sont à l'origine de cette réduction du déficit courant. En conséquence, les tensions sur le shilling se sont atténuées et ce dernier est resté stable depuis le début de l'année.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : la cible annuelle des prélèvements des comtés atteinte à 69,3 % en 2016

Les performances budgétaires des comtés sont toujours très inégales, trois ans après la mise en place de la décentralisation. Les comtés, qui se financent en partie via la fiscalité locale, auraient dû prélever 50 Mds KES (environ 500 M USD) en taxes foncières et taxes sur le divertissement. Ils n'ont cependant prélevé que 35 Mds KES, soit 69,3 % de leur cible. Leurs dépenses ont été allouées pour 65 % aux dépenses courantes et pour 35 % aux dépenses d'investissement. La faiblesse des prélèvements locaux et la prépondérance des dépenses courantes alimentent les doutes quant aux capacités de financement des infrastructures par les comtés.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : le nombre d'arrivées de touristes en hausse de 18 %

655 000 touristes ont visité le Kenya entre janvier et septembre 2016, soit près de 100 000 de plus qu'à la même période en 2015. Le secteur touristique kényan avait souffert en 2014 et 2015 des contrecoups de l'insécurité dans le pays. Alors que le secteur touristique avait généré 97,9 Mds KES de recettes en 2011 (environ 980 M USD soit 2,3 % du PIB), il n'a généré que 84,6 Mds KES en 2015 (environ 850 M USD soit 1,3 % du PIB). Les touristes français sont aussi plus nombreux selon l'Office du Tourisme du Kenya : le nombre de visiteurs français aurait augmenté de 24,6 % sur la période de janvier à août entre 2015 et 2016.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : chute de 13 % de la monnaie soudanaise en une semaine**

Les changeurs de devises ont repris le 10 novembre leurs activités, après un arrêt d'une semaine dû à la libéralisation partielle du change de la monnaie soudanaise. Un dollar américain vaut maintenant 17,6 *Sudanese Guineas* (SDG), contre 15,6 la semaine précédente, soit une baisse de 13 %. Les soudanais ont déjà perdu confiance dans les banques ; il pourrait en être de même vis-à-vis de leur monnaie alors même que la banque centrale détient des réserves équivalent à un mois d'importations seulement.

olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : maintien des principales orientations du gouvernement dans le nouveau projet de budget**

Le ministre des Finances et du plan, Philip Mpango, a présenté le 1^{er} novembre au Parlement un projet de budget en hausse (de 11,5 % par rapport au budget en cours) à 15,68 Mds USD pour 2017/18. 63 % du budget devraient provenir de ressources domestiques. 40 % du budget total seront destinés aux projets de développement. Les projets prioritaires sont notamment la ligne centrale de chemin de fer et l'usine de gaz liquéfié à Lindi. Le gouvernement annonce vouloir intensifier l'identification de nouvelles sources de revenus, revoir tous les contrats incluant des exemptions fiscales et surveiller les entrées de collecte fiscale au niveau des ports, des aéroports et des frontières.

📧 beatrice.alperte@dgtresor.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Togo : accès au *Millenium challenge corporation* (MCC)

D'après le dernier tableau de bord 2017 du MCC, le Togo va améliorer ses scores par rapport à l'année précédente en validant 12 indicateurs sur les 20 étudiés, soit deux nouveaux indicateurs par rapport à 2016. Cette amélioration marque une consolidation de l'éligibilité du Togo au programme « seuil » et annonce une potentielle éligibilité au programme « compact », plus conséquent. Cette initiative de l'administration américaine consiste à récompenser les pays qui respectent des critères dans les domaines de la gouvernance, de l'environnement des affaires et de l'investissement dans le secteur social.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : adoption d'une loi PPP

Complétant les cadres normatif et institutionnel de la commande publique béninoise, l'Assemblée nationale a adopté le 11 octobre dernier une loi portant cadre juridique du partenariat public-privé en République du Bénin. Au-delà des distinctions classiques que prévoient les directives UEMOA (notamment les délégations de service public : concession, affermage, régie intéressée), ce texte institue un contrat de partenariat public-privé « à paiement public », correspondant au nouveau « marché de partenariat » français. Le décret d'application, qui devrait intervenir dans les prochains mois, permettra de connaître avec plus de précision les conditions de recours à ce contrat de partenariat public-privé ainsi que le contenu des différentes études préalables.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Kenya : solidité des grandes banques, fragilité des banques moyennes

Les plus grands acteurs bancaires kenyans voient leurs profits augmenter au cours des trois premiers trimestres 2016, malgré un environnement peu porteur. La 1^{ère} banque du pays, KCB, a réalisé un bénéfice de 15,9 Mds KES (160 M USD), en hausse annuelle de 15 %. Equity Bank, 3^{ème} banque kenyane, a réalisé un bénéfice de 15,0 Mds KES (150 M USD), en hausse annuelle de 18 %. Prime Bank, acteur de taille moyenne, a enregistré pour sa part des bénéfices en baisse de 9,3 % à 1,37 Mds KES (environ 14 M USD). La divergence entre les banques kenyanes devrait d'accroître : grâce à leur diversification géographique, les plus grandes sont moins vulnérables au plafonnement de taux décidé par le parlement au cours de l'été dernier et effectif depuis la mi-septembre.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ Soudan : mesures partielles de libéralisation des prix et du change

Le gouvernement soudanais vient de supprimer les subventions au carburant et à l'électricité dont les prix devraient respectivement augmenter de 30 et 50 %. Les banques sont également autorisées à acheter des devises à un taux proche de celui du marché, inférieur de quelque 165 % au taux dit officiel. Quelques opposants protestant contre ces mesures ont été arrêtés ; la police est en alerte. Parallèlement, les salaires des fonctionnaires ont été augmentés de 20 %.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Guinée Conakry: visite du ministre d'Etat Jean-Marc Ayrault

Le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, Jean-Marc Ayrault, a effectué une visite de travail à Conakry le 11 novembre 2016. Il a été reçu par le Président Alpha Condé, et a signé une aide budgétaire de 15 M EUR (5 M EUR pour le secteur santé, 5 M EUR pour le secteur électrique et 5 M EUR pour les collectivités locales) accordée par la France. Il a posé la première pierre de l'Institut Pasteur de Guinée, du Centre de recherche clinique et de formation sur les maladies infectieuses et de l'extension du lycée français Albert Camus. La journée a été clôturée par une rencontre avec les CCEF et la communauté française à la résidence de France.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin: Eximbank China finance le projet d'aménagement du barrage hydroélectrique d'Adjarala

Le Conseil des ministres a adopté le 4 novembre un décret permettant l'étude par l'Assemblée nationale de l'autorisation de ratification des accords de prêt signés avec la banque chinoise Eximbank pour le financement du projet d'aménagement du barrage hydroélectrique d'Adjarala. Le coût global annoncé de construction de cet ouvrage commun au Togo et au Bénin est de 300 Mds FCFA (457 M EUR).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le gouvernement débloque 22 Mds FCFA pour achever la réalisation du barrage de Samendéni

✉ Le gouvernement burkinabé va débloquer une enveloppe de 22 Mds FCFA (33,5 M EUR) pour accélérer la mise en eau du barrage de Samendéni prévue en octobre 2017. Les travaux du troisième plus grand barrage du Burkina Faso avaient été lancés en janvier 2008 pour un coût d'environ 182 Mds FCFA (277,5 MEUR). Avec un taux global de réalisation de 92 %, la mise en eau du barrage hydroélectrique accuse un retard de deux ans à cause de difficultés financières, techniques et administratives. La BOAD, BIDD et des fonds arabes sont parmi les bailleurs de fonds du projet. romain.boyer@diplomatie.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire: don du Japon pour l'aménagement du débarcadère et la construction du marché central de Sassandra

Le gouvernement ivoirien a signé un accord de don avec le Japon, d'un montant de 2,7 Mds de Yen (15,4 Mds FCFA soit 23,5 M EUR) pour l'aménagement du débarcadère et la construction du marché central de Sassandra. Des entreprises japonaises et des entreprises ivoiriennes prendront part à la réalisation des travaux.

✉ manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : le Fonds africain de développement (FAD) de la BAfD finance la réhabilitation de la plaine de Farabana à hauteur de 2,7 M EUR**

Le ministre de l'Agriculture Kassoum Denon a procédé le 31 octobre 2016 au lancement des travaux de réhabilitation des 355 hectares du périmètre irrigué de Farabana près de Bamako. Le FAD finance 2,7 M EUR de ces travaux qui interviennent dans le cadre du Projet de renforcement de la sécurité alimentaire par le développement des cultures irriguées (PRESA-DCI). Le projet couvre les zones d'intervention de l'Office de la haute vallée du Niger, de l'Office de développement rural de Sélingué et de l'Office du Niger. Le PRESA-DCI, d'un montant total de 44 M EUR, est financé à 92 % par le FAD, les 8 % restant étant apportés par l'Etat malien et les bénéficiaires.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : l'Etat lève 35 Mds FCFA par emprunt obligataire sur le marché régional de l'UMOA**

La maturité de cette émission obligataire de 35 Mds FCFA est de sept ans avec un différé de trois ans et le taux d'intérêt annuel de 6,2 %. La prochaine intervention du Trésor malien sur le marché des titres publics de l'UMOA est prévue le 6 décembre 2016, à l'occasion d'une émission d'un bon du Trésor sur une maturité de deux ans et pour un montant de 35 Mds FCFA.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la BAfD accorde 1 M USD en soutien aux populations déplacées du fait de Boko-Haram**

Le ministère nigérien du Plan a signé avec la Banque africaine de développement (BAfD) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) un accord de don pour financer l'aide humanitaire d'urgence aux déplacés de guerre de la région de Diffa, dans le sud-est du Niger. Cet accord est destiné à financer une partie des coûts des opérations d'urgence dans les secteurs de la santé, de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement. Diffa est visée en raison du flux de réfugiés et des déplacements importants de populations dans cette zone, provoqués par les incursions de Boko-Haram dans la région.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Nigéria : le Sénat ouvre une enquête sur l'attribution d'une concession ferroviaire à General Electric pour 2 Mds USD**

Après la Chambre des représentants, le Sénat a ouvert une enquête sur l'attribution d'une concession ferroviaire à l'entreprise américaine General Electric pour 2 Mds USD. Le Nigéria était à la recherche de partenaires étrangers pour réformer son système ferroviaire, construit en grande partie par le colonisateur britannique avant l'indépendance en 1960. Selon la motion adoptée, les sénateurs reprochent au ministère des Transports d'avoir entamé des discussions avec General Electric pour la mise en concession des lignes ouest (Lagos-Kano) et est (Port Harcourt-Maiduguri) sans avoir consulté le Parlement ou d'autres organes étatiques, ce qui serait contraire au *Public Enterprises Act*.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : début de la construction du port de Badagry

D'après *Asoko Insight*, la construction du plus grand port en eau profonde d'Afrique situé dans la région de Badagry à Lagos, a officiellement commencé. Le projet est géré par une coentreprise établie entre INTELS, société de solutions de transport et d'approvisionnement en pétrole, et l'Administration portuaire nigériane (NPA). La construction de ce port devrait coûter 2,6 Mds USD et constituer une étape importante dans le développement de Lagos et du Nigéria. Le projet pourrait générer également environ 500 000 emplois directs et indirects.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la JICA va financer la construction d'un pont sur le fleuve Volta à hauteur de 100 M USD

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a annoncé la reprise des prêts concessionnels à destination du Ghana à partir de 2017. Dans un premier temps, le Ghana bénéficiera d'un prêt de 100 M USD, sans intérêt et avec un période de grâce de 10 ans, afin de permettre la reconstruction d'un pont sur le fleuve Volta en région Est. Par ailleurs, la JICA a indiqué sa confiance dans l'économie du pays et dans la capacité de l'Etat ghanéen à rembourser sa dette publique, qui atteignait 71,8 % du PIB en 2015 selon le FMI.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : début de la phase II du projet hydroélectrique de Bumbuna

Selon *Asoko Insight*, la phase II du projet hydroélectrique de Bumbuna, qui permettra de générer 143 MW, a attiré les 4 soumissionnaires suivants : AG / DAWNUS pour le Brésil, JV HydroChina / Sinohydro pour la Chine, SALINI et Impregilio pour l'Italie ainsi que CMC Yuksel pour l'Afrique du Sud. La phase II devrait bénéficier d'un accord de concession avec Joule Africa, qui a investi 125 M USD et AIM, société sud-africaine, qui a apporté 75 M USD. Le projet a également obtenu des lignes de crédit, qui atteignent un montant total de 730 M USD, de la part de la Banque européenne d'investissement, de la Société financière internationale, de la Banque islamique de développement, de la CDC, d'Africa Power Green (GAP) et d'autres bailleurs.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : plan d'actions pour rationaliser la gestion des finances publiques

Le 8 novembre 2016, le ministre des Finances et du Budget, Said Ali Said Chayhane, a annoncé un nouveau plan d'actions visant à respecter les engagements présidentiels en matière de gestion des finances publiques. Le ministère des Finances entend augmenter les recettes intérieures de l'Etat de 50 % et réduire les dépenses courantes de 40 % par rapport à leur niveau actuel. Pour y parvenir, de nouvelles mesures de taxation sont attendues ainsi qu'un effort de rationalisation des dépenses. L'objectif *in fine* de ces mesures est de retrouver des marges de manœuvre permettant de relancer une politique d'investissements publics.

✉ gaboritl@afd.fr

▼ **Maurice : le projet de décongestion routière de Port-Louis relancé**

Le ministre des Infrastructures publics et du Transport routier a annoncé que le projet de décongestion routière de Port-Louis, dont le coût total est estimé à plus de 1 Md EUR, sera lancé à très brève échéance. Connu sous le nom de *National Transport Network*, ce programme intégrera le projet de *Metro Express* (coût : environ 400 M EUR) et comprendra une dizaine de sous-projets dont un autopont et un tunnel permettant de limiter les bouchons à l'entrée de Port-Louis ou encore un parking de plus de 1 000 places au sud-est de la capitale. Un certain nombre d'artères de la capitale devraient passer à trois voies, dont une réservée aux autobus et aux deux-roues.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.fr

▼ **Madagascar : financement additionnel de 35 MUSD de la banque mondiale au fonds d'action sociale**

Le 10 novembre 2016, le CA de la Banque mondiale a approuvé une subvention de 35 M USD pour le programme *Social Safety Net Project* (SSNP – Fonds d'action sociale) qui vise à accroître l'accès des ménages extrêmement pauvres aux services de sécurité sociale. Ce financement additionnel permettra d'étendre la couverture du SSNP dans les districts du sud du pays les plus affectés par le phénomène El Niño. Ce projet va permettre des transferts monétaires directs à plus de 320 000 personnes. Cette subvention s'inscrit dans le cadre du plan de réponse stratégique à la sécheresse prolongée (2016-2017) préparé par le gouvernement avec l'appui des Nations-Unies.

✉ erik.noitakis@dgtresor.fr

▼ **Madagascar : une étude sur l'extension du réseau interconnecté de la Jirama pour Tractebel**

La société française Tractebel Engineering, filiale conseil du groupe Engie, a remporté l'appel d'offres de la Banque mondiale pour réaliser l'étude sur l'extension du réseau interconnecté de la Jirama, l'opérateur électrique national, qui ne parvient plus à répondre à la demande. Cette étude se fera en partenariat avec le bureau d'études malgache GLW conseil, qui représente notamment la firme indienne Solar Industries India. Elle s'inscrit dans le Projet d'Amélioration de la Gouvernance et des Opérations du Secteur Electrique (PAGOSE – 65 MUSD) financé par la Banque mondiale et sera suivie d'un appel d'offres pour sélectionner la société qui réalisera les travaux.

✉ erik.noitakis@dgtresor.fr

▼ **Maurice : un accord de libre-échange envisagé entre Maurice et la Chine**

A l'issue de la commission mixte Maurice-Chine, qui s'est tenue à Pékin début novembre, la partie mauricienne a annoncé que des discussions pourraient être envisagées en vue d'un accord de libre-échange entre les deux pays. A l'occasion de la commission mixte, plusieurs conventions ont été signées entre Maurice et son partenaire asiatique : l'effacement d'une dette de 11 M EUR, l'engagement de la Chine à financer à hauteur de 47 M EUR la construction d'un complexe sportif pour les Jeux des Îles de l'Océan Indien prévus à Maurice en 2019, la livraison gratuite de 30 autobus. Par ailleurs, des opérateurs chinois devraient construire un nouveau port de pêche à proximité de Port-Louis.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.fr

▼ **Soudan : externalisation de la gestion du port de la ville de Port Soudan**

Le port de Port Soudan a délégué en octobre, pour un an, sa gestion à la société philippine International Container Terminal Services, Inc. (ICTSI). Il étudie en outre un projet de nouvelle concession avec *Hamburg Port Consulting* pour après octobre 2017.

✉ olivier.biltz@dgtresor.fr

▼ **Cameroun : la Banque mondiale accorde un prêt de 190 Mds FCFA pour le transport de l'électricité**

Ce financement devrait permettre de réhabiliter et de construire des lignes de transport dans les régions du Centre, du Littoral, de l'Est et de l'Ouest du pays. Selon une étude de l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel), environ 6,5 % de l'énergie électrique produite est perdue dans le transport, du fait de la mauvaise qualité du réseau.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Congo et la Chine souhaitent lever les points qui bloquent la mise en œuvre de la ZES de Pointe-Noire**

Une délégation chinoise constituée de 18 experts issus de l'Institut chinois de développement, du Fonds de développement Chine-Afrique et de structures chinoises spécialisées dans la construction des Zones économiques spéciales (ZES) effectuée, depuis le 4 novembre, une visite de travail à Brazzaville dans l'objectif d'aboutir à la levée des obstacles à la faisabilité du projet de la ZES de Pointe-Noire. La mission a évoqué des points bloquants tels que la fiscalité et l'environnement des affaires qui devront être incitatifs aux investissements. La Chine accompagne le Congo dans la mise en œuvre de la ZES de Pointe-Noire, où sera notamment construit un port minéralier en eaux profondes.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : future mise en place du câble sous-marin de fibre optique CEIBA-2**

L'infrastructure reliera Malabo et Bata avec un branchement à Kribi, sur la côte camerounaise. Il doublera le câble CEIBA-1 relié au réseau câblé d'Orange *Africa Coast to Europe*. Les travaux de mise en place du câble de fibre optique devraient avoir lieu cette année pour être opérationnel d'ici début 2017. Le câble sous-marin CEIBA-2 permettra d'augmenter significativement la bande passante et réduira les coûts de communication pour les opérateurs.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Zambie : Seureca, le pôle d'ingénierie conseil de Veolia, signe un contrat de consultance de 3,2 M USD pour la fourniture d'une assistance technique au Conseil municipal de Lusaka**

Financé par le *Millennium Challenge Account Zambia Limited* (MCA Zambia) américain, le projet d'assainissement et de drainage de l'approvisionnement en eau de 355 M USD vise à aider les autorités locales à gérer les déchets solides accumulés autour de Lusaka. Le MCA investit dans l'approvisionnement, l'assainissement et les infrastructures de drainage de l'eau dans le but de diminuer la prévalence des maladies. Plus d'1,2 million de personnes à Lusaka devraient bénéficier directement du projet.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Conakry: bilan de la visite présidentielle en Chine**

Le Président Alpha Condé lors de son séjour récent en Chine a convaincu l'entreprise Chinalco de récupérer les parts de Rio Tinto dans le méga projet d'exploitation du fer du Mont Simandou. Rio Tinto pourrait encaisser entre 1 et 1,2 Md EUR. Par ailleurs, un accord a été signé avec les autorités chinoises pour financer la construction du barrage de Souapiti (450 MW) et le chemin de fer Conakry-Bamako. La Chine pourrait également financer la construction de quatre universités régionales, de routes et de logements sociaux, financer la rénovation d'infrastructures et l'agrandissement du port de Conakry (travaux confiés à *China Harbour Engineering Company* pour 800 M USD).

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire: production de coton en baisse de 31 %

La production de coton en Côte d'Ivoire (3^{ème} producteur africain) a baissé de 31 % lors de la campagne 2016, passant de 450 000 t en 2015 à 310 000 t. Cette baisse s'explique par des facteurs climatiques et par une contraction de la superficie cultivée et du nombre de producteurs (de 121 305 producteurs en 2015 à 113 532). Le gouvernement a décidé d'augmenter le prix d'achat du coton de 6 % pour la campagne 2016-2017 (désormais 40 centimes d'EUR le kilogramme contre 38 en 2015), afin d'inciter les agriculteurs à produire plus.

✉ manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'Exim Bank indienne a accordé une ligne de crédit de 24 M USD pour la production de sucre

Ce prêt de 24,54 M USD au gouvernement ghanéen est destiné à accélérer la production sucrière de l'usine de Komenda. Inaugurée en mai 2016, l'objectif de cette usine est de réduire la facture d'importation de canne à sucre, qui atteint 200 M USD annuellement. Elle avait déjà bénéficié lors de sa relance d'un crédit de 35 M USD, également fourni par l'Exim Bank indienne. Avec un taux d'1,5 % sur 20 ans et un délai de grâce de 5ans, ce nouveau prêt devrait d'alimenter l'usine en matière première, la production locale ne permettant de répondre qu'à 30 % de ses besoins.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : réallocation des fonds prévus pour les ODD vers les parcs agro-industriels

Le gouvernement éthiopien a décidé de réallouer le budget de 522,5 M USD (12 Mds ETB) initialement destiné au financement des objectifs du développement durable (ODD) pour la construction de quatre parcs agro-industriels, situés en régions Amhara, Oromo, Tigré et Peuples du Sud. La *Development Bank of Ethiopia* mettra par ailleurs 1,7 Md USD (41 Mds ETB) à disposition des PME qui investiront dans ces parcs pour l'octroi de crédits-bails. L'objectif des parcs agro-industriels est de moderniser et transformer la filière agricole, relier les zones de production aux marchés de consommation, regrouper les petits exploitants et attirer les entreprises engagées dans l'exportation de produits agricoles.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.fr

▼ Ethiopie : investissement turc d'1 Md USD pour un projet sucrier

La société turque Bedisa Group est en négociation avec *Ethiopian Sugar Corporation* pour acquérir 75 % du projet sucrier de Beles, soit un investissement de 1 Md USD. Situé dans la région Amhara à 576 km de la capitale, le projet comprend la plantation de 50 000 ha de canne à sucre et la construction de deux sucreries qui devraient entrer en activité au 2^{ème} trimestre 2017 selon les autorités. Le coût total du projet est d'1,4 Md USD. L'Ethiopie souhaite produire 4,9 Mt de sucre d'ici 2020, l'objectif étant à la fois de satisfaire la demande intérieure, réduire les importations mais aussi d'accroître les entrées de devises (qui pourraient atteindre 586 M USD dès 2020 grâce aux exportations de sucre, soit 0,6 % du PIB).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.fr

▼ **Ethiopie : soutien néo-zélandais à la filière laitière**

Le 10 novembre dernier, un accord a été signé entre la société *New Zeland Milk Products Ethiopia* (NZMPE, joint-venture entre la coopérative laitière néo-zélandaise Fonterra et son partenaire local Faffa Foods) et l'association des producteurs laitiers éthiopiens pour l'amélioration de l'industrie laitière en Ethiopie. L'accord prévoit la création par NZMPE d'un centre de collecte de lait à Chancho (40 km au nord d'Addis-Abeba), qui permettra de réduire l'écart entre producteurs et distributeurs dans la chaîne de la valeur et d'améliorer la qualité du lait. L'Ethiopie dispose de l'un des plus grands cheptels d'Afrique, sur lequel les autorités misent pour tirer le développement agro-industriel du pays.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.fr

▼ **Kenya : achat important de maïs par le gouvernement kenyan**

Le gouvernement au travers du *National Cereals and Produce Board* a annoncé l'achat environ 180 000 tonnes de maïs pour un montant de 56,8 M USD afin de reconstituer les stocks de la réserve alimentaire stratégique. Ces achats auprès des agriculteurs locaux se feront sur la base d'un prix de 317,2 USD la tonne, prix en hausse de plus de 30 % par rapport au prix fixé antérieurement. Cette hausse des prix vise à satisfaire les revendications des agriculteurs relatives aux coûts élevés de production. Les analystes et les meuniers mentionnent un risque de répercussion de cette augmentation sur le prix de la farine et l'impact à la hausse en termes d'inflation.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Sénégal : inauguration d'une nouvelle centrale solaire, à Malicounda**

Le Président Macky Sall a inauguré le 3 novembre la centrale solaire de Malicounda, après celle de Bokhol. Elle résulte de la conclusion d'un contrat de concession entre la société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec) et Solaria Group, une société italienne ayant investi 22 Mds FCFA (33,5 M EUR). La centrale devrait couvrir avec un productible de 36 GWh la consommation de 9 000 foyers. Le président a par ailleurs annoncé la mise en service de cinq nouvelles centrales photovoltaïques d'ici 2017, portant le taux des énergies renouvelables à 21 % dans le mix énergétique. L'électricité produite sera vendue dans le cadre d'un contrat de producteur indépendant avec un contrat d'achat d'énergie conclu pour 25 ans avec la Senelec.

✉ sophie.pignon@twobirds.com ; kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : EDF lance une offre solaire hors-réseau**

EDF vient de lancer à Abidjan, avec la société américaine Off Grid Electric spécialisée dans la fourniture d'équipements solaires en Afrique, une co-entreprise (ZECI) ayant pour vocation de vendre et d'installer des kits solaires en Côte d'Ivoire. L'offre comprendra les panneaux et lampes, mais aussi des équipements (radio, télévision notamment) à basse consommation. Pour un kit basic, le client déboursa 7 euros par mois pour rembourser l'installation, qui lui appartiendra au bout de trois ans. ZECI vise environ 2 millions de clients d'ici 2020. L'expérience devrait démarrer dans la région de Soubré (zone rurale au Sud-ouest du pays). Elle pourrait par la suite être étendue à d'autres pays ouest-africains.

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire: subvention de 6 M EUR de la France en faveur de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables

Faisant suite à ses déclarations lors de la Conférence de la COP 21 à Paris, le gouvernement français et la Banque africaine de développement ont signé le 6 novembre à Abidjan un accord d'un montant de 6 M EUR pour la mise en œuvre de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (IAER). Ces ressources contribueront à lancer l'Unité d'exécution de l'IAER, à recenser et suivre les initiatives et les programmes de développement des énergies renouvelables. L'objectif de l'IAER est de produire 10 gigawatts de nouvelles énergies renouvelables d'ici 2020 et de mobiliser les ressources pour générer 300 gigawatts d'ici 2030.

✉ manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Ibe Kachikwu présente une nouvelle feuille de route pour le secteur pétrolier et gazier

Selon le ministre des Ressources pétrolières, la priorité de ce programme est de sécuriser la région du delta du Niger, avec des investissements à hauteur de 10 Mds financés par le gouvernement fédéral et les compagnies pétrolières. L'objectif du Nigéria est de faire passer la production de pétrole à 2,8 millions de barils par jour et de gaz à 10 milliards de pieds cubes standard d'ici 2019, tout en devenant un exportateur net de produits raffinés sur la même période. Suite à ces annonces, le Sénat a approuvé le passage en seconde lecture de la première partie de la PIB (*Petroleum Industry Bill*), un texte de loi sur le cadre institutionnel et la gouvernance de l'industrie pétrolière qui pourrait être adopté d'ici la fin de l'année 2016.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Nigéria a conclu un accord permettant d'ajouter 500 MW au réseau électrique national

La société gazière Seven Energy vient de signer une garantie partielle de risque de 112 M USD (montage : Banque mondiale – gouvernement fédéral) pour l'approvisionnement en gaz de la centrale *Nigerian Integrated Power Project* (NIPP), situé à Calabar (Etat de Cross River), par Accugas, sa filiale à 100 %. La garantie partielle de risque est un instrument financier qui permettra de sécuriser la fourniture de plus de 130 millions de pieds cubes par jour à la NIPP, permettant par conséquent d'ajouter au réseau électrique national 560 MW, soit environ 20% de la production actuelle.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'AFD réaffirme son soutien au secteur énergétique en partenariat avec l'UE

Le soutien aux énergies renouvelables est au cœur de la stratégie de l'AFD : elle l'a rappelé à l'occasion du Business Forum UE-Nigéria organisé à Lagos le 10 novembre. L'AFD a développé une approche globale sur l'ensemble du secteur afin de renforcer l'accès durable à l'énergie : de la production, à la distribution, en passant par la transmission et la formation professionnelle. Cet engagement sectoriel atteint désormais 350 M USD et devrait doubler d'ici deux ans ; il se décline en plusieurs projets à travers des prêts concessionnels souverains, ou non souverains ou des lignes de crédit octroyées aux banques locales. Dans le cadre de plusieurs projets, l'AFD a mobilisé le mixage prêts/dons en partenariat avec l'Union Européenne.

✉ pierrelh@afd.fr

▼ **Ghana : prêt de 60 M USD de l'IDA en soutien à la distribution d'électricité**

Le Parlement a approuvé un prêt de 60 M USD de l'Association internationale de développement (IDA, groupe Banque mondiale) au gouvernement ghanéen, qui sera rétrocédé à ECG (*Electricity Company of Ghana*) dans le cadre de la seconde phase du projet GEDAP (*Ghana Energy Development and Access Project*). Ce projet de 210 M USD, conduit par la Banque mondiale, a pour objectif d'améliorer le système de distribution d'électricité et l'accès de la population. Outre l'étude de capacité financière menée conjointement par la Banque mondiale et le ministère des Finances afin de s'assurer de la capacité de remboursement d'ECG, des mesures ont été prises par les autorités afin d'éviter la mise en défaut de la société.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : exploitation de l'huile lourde de Madagascar Oil par la Jirama**

Le 28 octobre, la société privée *Madagascar Oil* a indiqué avoir atteint sa capacité maximale de stockage de 160 000 barils d'huile lourde sur le site de Tsimiroro, alors que ses réserves sont estimées à 1,7 Md de barils. Elle a annoncé que les essais sur l'utilisation de cette huile lourde dans la centrale électrique de Mandrozeza (Antananarivo), opérée par la société américaine *Symbion Power*, avaient été concluants. Néanmoins, la substitution du fuel et du gasoil par l'huile lourde dans la production de la Jirama nécessitera une rénovation des centrales thermiques de la compagnie publique d'électricité. Des tests d'utilisation de l'huile lourde ont aussi été effectués dans la cimenterie de Lafarge-Holcim à Ibity.

✉ erik.noitakis@dgtresor.fr

▼ **Soudan : importante dette du Soudan envers la Chine**

Le ministre soudanais du Pétrole a indiqué que son pays devait 2 Mds USD à l'opérateur pétrolier national chinois CNPC, en plus de dettes à d'autres opérateurs. La production pétrolière soudanaise s'élève à 100 000 barils par jour ; CNPC y contribue à hauteur de 70 %. Le second opérateur est le groupe malaisien Petronas qui contribue pour un peu plus de 10 % à la production pétrolière soudanaise.

✉ olivier.biltz@dgtresor.fr

▼ **Kenya : rejet par la justice de la demande d'arrêt du projet de la centrale éolienne du lac Turkana**

La Haute Cour de justice de Meru a rejeté la demande d'arrêt du projet de centrale éolienne du lac Turkana. Une plainte avait été introduite par les habitants du comté de Marsabit qui accusaient les promoteurs d'avoir acquis 150 000 acres de leurs terres ancestrales, sans avoir suivi la procédure en cours. La Haute Cour a réduit à 87 500 acres l'étendue du site de la centrale. Elle a également enjoint le comté de Marsabit à mettre en œuvre un panel pour résoudre le problème à l'amiable, faute de quoi la justice se saisira à nouveau le dossier. La centrale éolienne du lac Turkana, développée par Vesta Wind Systems, a une capacité prévue de 310 MW, pour un coût estimé à 750 M USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ **Kenya : nécessaire développement des connexions hors-réseau pour parvenir à l'accès universel à l'électricité selon Kenya Power**

Kenya Power a annoncé que 60 % de la population kenyane avait désormais accès à l'électricité, et que le développement des connexions hors réseaux était indispensable pour atteindre un accès universel. La compagnie a connecté 30 % de clients supplémentaires par an sur les trois dernières années et comptait 4,89 millions de clients raccordés au réseau en juin 2016. Son objectif est d'atteindre 9 millions de clients d'ici 2020.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ **De l'énergie solaire pour la moitié des stations-service africaines de Total**

Le groupe pétrolier a annoncé mardi qu'une partie de ses stations-service seront équipées de panneaux solaires d'ici 5 ans. Sur le continent, Total prévoit ainsi de "solariser" la moitié de ses 4 200 stations. Les stations ayant un potentiel solaire (irradiation solaire, coût élevé de l'électricité) ont été considérées comme prioritaires. Les panneaux seront fournis par SunPower, une filiale de Total basée à San José en Californie acquise en 2011. Depuis ce rachat, Total n'a cessé d'accélérer dans le solaire en Afrique. Deux centrales solaires de SunPower ont été mises en fonctionnement en Afrique du Sud, avec une puissance cumulée de 33 MW. La construction d'une troisième centrale, de 86 MW doit se terminer fin 2016.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Afrique de l'Ouest : Actis décroche deux projets phares**

Actis a vigoureusement renforcé son portefeuille d'actifs énergétiques en Afrique. Le capital-investisseur britannique a repris les participations d'American Capital Energy & Infrastructures (ACEI) dans le méga-projet électrique Azura Power Holdings (1 500 MW) au Nigeria et la centrale éolienne de Taiba Ndiaye (158 MW), en développement au Sénégal. Cette dernière opération, désormais finalisée, avait été lancée fin juin. Les détails financiers de ces acquisitions ne sont pas publics. Actis détient 6 Mds USD d'actifs à travers le monde et a investi 1 Md USD en Afrique.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Industries**

▼ **Nigeria : Erisco Foods Limited quitte le pays**

Selon *The Guardian*, Erisco Foods Limited, principal producteur de concentré de tomates du pays, a annoncé mettre fin à ses activités au Nigéria. La société qui emploie près de 1500 personnes, déclare avoir été contraint de se retirer, n'étant plus en mesure d'obtenir les devises nécessaires pour son fonctionnement. Le fondateur et directeur Eric Umeofia affirme dans une lettre ouverte que la CBN « a refusé de donner des devises pour l'importation de machines, de pièces de rechange et de matières premières », l'entreprise s'intéressant désormais à d'autres pays africains (Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya). Erisco Foods est le premier producteur de concentré de tomates d'Afrique, et le quatrième au niveau mondial.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : *Portlands Cements* continue de produire à perte**

L'entreprise *East Africa Portland Cements* (EAPCC), détenue à 25 % par l'Etat, à 27 % par le *National Social Security Fund* et à 41,7 % par Lafarge-Holcim, a annoncé des résultats en baisse sur l'année financière 2015/2016. L'entreprise a enregistré un résultat de 41 M USD, contre 70,7 M USD en 2014/2015. Ce résultat est constitué de gains immobiliers, alors qu'EAPCC connaît pour la troisième année consécutive des pertes opérationnelles. Ainsi, la croissance annuelle des revenus (+5,4 %) a été largement inférieure à celle des coûts opérationnels (+10,6 %). L'entreprise aurait en outre accusé 7,1 M USD de pertes en raison de problèmes de stocks au Kenya et en Ouganda. Un audit mené par E&Y a été commandité face à la dégradation des comptes financiers.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ **Services**

▼ **Nigéria : La filiale nigériane de Standard Chartered écope d'une amende de 2 Mds NGN**

D'après le journal *Today*, la Banque centrale a infligé cette amende de 2 Mds NGN (6,7 M USD) à Standard Chartered car l'institution bancaire aurait vendu 25 M USD acquis au taux officiel (actuellement 300 NGN / 1 USD) à un cours supérieur à celui du marché interbancaire (environ 315 NGN / 1 USD). Standard Chartered considère que cette opération était conforme aux règles en place au Nigéria.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Conakry: *Emirates* de retour en Guinée après Ebola**

Après plusieurs mois d'arrêt de ses activités à cause de l'épidémie Ebola, la compagnie aérienne Emirates a repris ses vols le 30 octobre avec un Boeing 777-300 ER entre Dubaï et Conakry, en remplacement de l'Airbus A340-300.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Conakry: la compagnie française *Aigle Azur* dessert désormais Conakry**

Conakry est désormais desservie par la compagnie Aigle Azur. Le vol inaugural a eu lieu le 30 octobre. Quatre vols hebdomadaires sont prévus en direction d'Orly en passant par Bamako.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : l'Office national des télécommunications affiche un chiffre d'affaires en hausse de 13 %**

Avec 120,9 Mds FCFA (184,4 M EUR) au 30 septembre 2016, le chiffre d'affaires de l'Office national des télécommunications (ONATEL) du Burkina Faso a enregistré une hausse de 13 % par rapport aux 107,5 Mds FCFA (163,9 M EUR) à la même date en 2015. Selon l'ONATEL, ce résultat s'explique par les appels prépayés des téléphones mobiles et les appels internationaux via le téléphone fixe. Ce résultat pourrait baisser en cette fin d'année 2016 en raison d'une pénalité de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) infligée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes pour non-respect du cahier des charges durant la période de crise sociale. Cette décision est contestée par ONATEL-SA.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie: Mauritanian airlines acquiert un nouvel appareil**

La compagnie aérienne nationale a reçu le 8 novembre dernier un nouvel avion de type Boeing 737-800. Cette acquisition porte la flotte de la compagnie à quatre avions de type Boeing et un Embraer 145. Le nouvel avion peut transporter 189 passagers. Son acquisition va permettre une forte expansion du réseau et améliorer la qualité de vol selon Mohamed Ould Radhy, Directeur général de la MAIL. Fondée en décembre 2010 par l'Etat mauritanien, la compagnie est devenue un acteur important dans l'aviation d'Afrique de l'ouest, grâce à une certification IOSA, une accréditation à IATA, une place dans la chambre de compensation (ICH) et à des accords interliges avec *Emirates, Ethiopian Airlines, Royal Air Maroc*.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : approbation des statuts de la Caisse des dépôts et consignations**

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) au Niger, créée par décret en juillet 2016, a vu ses statuts approuvés par un nouveau décret adopté en conseil des ministres la semaine dernière. La CDC nigérienne dispose désormais du cadre réglementaire nécessaire à son fonctionnement.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Sénégal: le groupe d'assurance français April présente sa stratégie de développement en Afrique de l'ouest**

Après une phase préliminaire d'études de marché approfondies, le groupe d'assurance français April a présenté sa stratégie de développement en Afrique de l'Ouest à l'occasion d'un cocktail d'affaires organisé en collaboration avec Business France à l'Ambassade de France au Sénégal. Cette stratégie s'articule autour de deux offres d'assurance innovantes sur le marché ouest-africain et de la signature de partenariats majeurs avec Total, SUNU Assurances, la banque UBA et le site de e-commerce Afrimarket pour assurer une distribution la plus large possible de ces offres.

✉ julien.giraud@businessfrance.fr

▼ **Ghana : Air France ouvre une ligne directe entre Accra et Paris**

La compagnie aérienne a officiellement annoncé l'ouverture d'une ligne directe Accra-Paris qui sera opérationnelle dès le 28 février. La compagnie proposera 3 vols par semaine, en complément des vols quotidiens de KLM pour Amsterdam. L'Ambassadeur de France au Ghana, François Pujolas, a ainsi souligné que ce lancement témoigne de la relation grandissante entre la France et le Ghana, et la forte croissance des échanges bilatéraux, qu'ils soient économiques (+10,4 % en 2015, à 1 Md EUR) ou culturels.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : vers le développement de la finance islamique en Ethiopie ?**

La banque centrale éthiopienne souhaite développer la finance islamique afin d'accroître la participation financière des populations musulmanes du pays. Le gouvernement cherche ainsi à mobiliser d'avantage l'épargne domestique afin de pouvoir mener les investissements nécessaires au développement de son industrialisation. Bien que les institutions financières du pays soient autorisées à fournir des produits financiers islamiques depuis 2008, la finance islamique reste pour l'heure très peu développée : 8 des 18 institutions financières éthiopiennes offrent ce type de produits, mais représentent moins de 1 % du total des dépôts.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.fr

▼ **Après le Kenya, Visa à la conquête du paiement mobile africain**

Une quinzaine de banques kenyanes sont en passe de se rallier à mVisa, le moyen de paiement mobile du fournisseur américain de solutions électroniques de paiement qu'il a introduit au Kenya, après l'avoir étrenné en août 2015 en Inde. Visa s'attaque ainsi à un marché monopolisé par M-Pesa, le géant mondial du paiement mobile détenu par l'opérateur Safaricom qui a cumulé 368 M USD de transactions de 16,6 millions d'utilisateurs sur l'exercice 2015-2016, un chiffre en hausse de 27,2 %. Au Kenya les utilisateurs sont déjà acquis au paiement via mobile. Le pays est le berceau du leader mondial du paiement mobile 70% des Kenyans utilisent ce système quotidiennement

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Le Congo s'engage à se conformer aux normes de certification exigées par l'OACI**

A l'occasion de la 6^{ème} réunion régionale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), tenue du 2 au 4 novembre à Brazzaville, l'État congolais s'est engagé à se conformer aux normes de certification exigées par cette institution, tout en dénonçant le maintien du Congo sur la liste noire de l'Union européenne. À noter qu'à l'issue de cette réunion, les experts du secteur ont entre autres évoqué la nécessité de certifier au moins un aéroport international par l'État.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Maurice : probable réorganisation d'Air Mauritius face à l'arrivée de la compagnie low-cost AirAsia X

Après l'arrivée à Maurice de 4 compagnies au cours des derniers mois, le démarrage d'une nouvelle liaison aérienne par AirAsia X, compagnie low-cost asiatique, accompagne la forte croissance du secteur du tourisme à Maurice, avec une hausse attendue de plus de 8 % des arrivées en 2016. Cette nouvelle desserte s'inscrit dans la stratégie des autorités mauriciennes qui vise à positionner l'île comme hub régional sur l'axe Asie-Afrique. Toutefois, l'arrivée d'AirAsia X vient bousculer certaines des positions acquises d'Air Mauritius et pourrait pousser le transporteur national à créer une compagnie low-cost avec des partenaires régionaux.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : confirmation des ambitions du groupe CIEL dans le secteur de la santé en Afrique

Le groupe mauricien CIEL (environ 460 M EUR de CA en 2015), dont les principaux pôles d'activité sont le textile, l'hôtellerie et les services financiers, poursuit sa politique de diversification en investissant en Afrique dans le secteur de la santé. C'est à travers CIEL Healthcare Ltd, dont Proparco est actionnaire à hauteur de 14 %, que le groupe mauricien détient depuis 2015 90 % d'*International Medical Group*, propriétaire d'une clinique privée à Kampala, en Ouganda (*International Hospital*). Tout récemment, le groupe mauricien vient de faire l'acquisition de 23 % de Hygeia Nigeria Ltd, un des plus importants établissements hospitaliers du Nigéria.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : ouverture d'une nouvelle desserte aux Seychelles par Turkish Airlines

La compagnie Turkish Airlines vient d'ouvrir une nouvelle ligne entre Istanbul et Victoria, capitale des Seychelles, à raison de trois vols par semaine. Pour la compagnie nationale turque, il s'agit de sa 3^{ème} destination dans l'océan indien, avec Madagascar et Maurice, et de sa 48^{ème} destination en Afrique. Turkish Airlines, qui propose des connexions sur près d'une centaine de destinations à partir d'Istanbul, pourrait envisager à court terme de mettre en place un vol quotidien sur les Seychelles. Avec près de 280 000 voyageurs accueillis en 2015 (dont 43 000 visiteurs français), le tourisme est un des piliers de l'économie de cet archipel.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : Air Seychelles augmente sa capacité de transport avec un A-330 supplémentaire

La compagnie Air Seychelles, qui opère actuellement un A-330-200 et un A-320-200, a annoncé qu'elle s'équiperait d'un 2^{ème} A-330 à compter de mars 2017 afin d'augmenter sa capacité vers le marché européen. Le transporteur seychellois, détenu à 40 % par Etihad Airways (Abu Dhabi), prévoit de mettre en place deux vols hebdomadaires vers l'Allemagne (Düsseldorf) et d'augmenter sa desserte avec la France (Paris) en passant de trois à quatre fréquences hebdomadaires à partir du 28 mars 2017. Par ailleurs, une ligne directe devrait être ouverte vers Durban (Afrique du Sud). Air Seychelles est en partage de codes avec Air France, Etihad, Alitalia, Air Serbia et AirBerlin.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le ministère camerounais des Forêts suspend l'agrément de 23 entreprises forestières**

Les 23 entreprises seraient suspendues pour des motifs divers liés globalement au non-respect des normes de gestion durable. La suspension porte sur une durée de 6 mois et pourrait être définitive si ces entreprises poursuivent leurs activités après notification de leur suspension ou si une nouvelle infraction est constatée au cours des 12 mois suivant la précédente infraction.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : inauguration de la société mixte Gepcriteria**

Le 1^{er} novembre a eu lieu à Malabo l'inauguration de l'entreprise Gepcriteria, agence de contrôle de l'environnement marin. Il s'agit d'une entreprise détenue par Gepetrol, compagnie pétrolière nationale, et par la société italienne Management Criteria. L'objectif est de tendre vers le respect des conventions internationales traitant de la lutte contre la pollution du milieu marin par les hydrocarbures, que les causes soient liées à l'exploitation ou à des accidents.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Burkina Faso : importante délégation burkinabé au Forum africain d'investissement et d'affaires à Alger**

Dans le cadre du renforcement des relations économiques entre les deux pays, une importante délégation d'hommes d'affaires burkinabé prendra part au Forum africain d'investissement et d'affaires, du 3 au 5 décembre 2016 à Alger. Plus de 2 000 participants sont attendus à ce rendez-vous économique.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso: conférence des partenaires du Burkina Faso pour le financement du PNDES**

La Conférence internationale des partenaires du Burkina Faso pour le financement du Plan national pour le développement économique et social (PNDES) se tiendra à Paris les 7 et 8 décembre 2016. Son montant est estimé à 15 400 Mds FCFA (23,5 Mds EUR), dont 8 400 Mds FCFA (12,8 Mds EUR) d'investissement. D'après le Premier ministre Paul Kaba Thiéba, ce plan sera financé par les ressources locales à hauteur de 64 % et par les appuis extérieurs pour les 36 % restant, soit 5 570 Mds FCFA (8,5 Mds EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : atelier d'information sur l'Ethiopie le jeudi 15 décembre, Business France Paris**

Un atelier d'information sur l'Ethiopie sera organisé le jeudi 15 décembre à Paris (locaux de Business France à Denfert-Rochereau), en présence de Frédéric Bontems, ambassadeur de France en Ethiopie et auprès de l'Union africaine et Pierre Sentenac, chef du Service économique pour l'Ethiopie. Informations sur le programme et inscription disponibles auprès de michael.ehrlich@businessfrance.fr et virginie.botcazou@businessfrance.fr - <http://events-export.businessfrance.fr/ethiopie2016/>

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

▼ **Guinée Equatoriale : Sommet Afrique – Monde arabe**

Du 17 au 23 novembre, la ville de Malabo accueillera le 4^{ème} Sommet Afrique – Monde arabe. Il rassemblera environ 66 pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Le thème du Sommet sera le suivant : « Ensemble pour le développement durable et la coopération économique ». Il suivra également la mise en œuvre des 8 résolutions adoptées au cours de la troisième session au Koweït en novembre 2013.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

